ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 11 janvier 1979, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'emploi et au retrait d'emploi du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie", a donné le 12 mars 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 11e januari 1979 door de Eerste Minister, Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het ambt en de ambtsontheffing van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht", heeft de 12e maart 1979 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

La loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée n'est pas le fondement légal du projet. L'alinéa 1er doit donc être omis.

+

Les pouvoirs que le Roi délègue par le projet au Commandant de la gendarmerie sont de ceux qu'Il tient de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif de la gendarmerie et non de l'article 70 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie.

S'il s'impose de viser cette dernière loi, c'est d'une manière générale. Les mots "notamment l'article 70" devraient donc être omis à l'alinéa 2.

+

A l'alinéa 5, la modification du 2 octobre 1950 doit être omise, l'arrêté royal du 7 avril 1959 l'ayant rendue sans objet.

+

L'arrêté royal du 11 août 1953 doit être abrogé purement et simplement par le projet L. 13.280/2. Dans la mesure où ce dernier et le présent projet produiraient leurs effets à la même date, l'alinéa 6 du préambule devrait être omis.

+ .../...

A l'alinéa 7, la modification du 12 septembre 1978 doit être omise. En effet, l'arrêté royal du 12 septembre 1978 n'a pas modifié l'arrêté royal du 7 avril 1959.

+

A l'alinéa 9, il y a lieu de viser expressément les articles 1er, 2 et 14 à 23, abrogés par le projet et non modifiés.

Le texte suivant est proposé pour cet alinéa :

"Vu l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif à la discipline militaire, notamment les articles 1er, 2 et 14 à 23;".

Alinéas 10 et 11.

Ces alinéas doivent être omis car les textes qu'ils visent ne constituent pas des fondements légaux du projet.

DISPOSITIF.

Pour le motif indiqué sous l'article 1er, l'intitulé du chapitre 1er n'est pas heureux. On peut d'ailleurs se demander si les chapitres 1er et 2 traitent d'objets différents. Il est proposé de les réunir en un seul chapitre intitulé : "L'exercice de l'emploi".

.../...

Article ler.

Il n'y a pas lieu de distinguer l'exercice de l'emploi de l'affectation à cet emploi. Par souci de concordance avec le texte de l'article 22, § ler, de la loi du 27 décembre 1973, qui constitue le fondement légal de la disposition en projet, la rédaction suivante est proposée :

"Article ler.-
Les emplois d'officier supérieur et d'officier subalterne sont exercés en vertu d'ordres de service du Commandant de la gendarmerie".

Article 2.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 2.-
Pour l'application de l'article 5 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées, l'ancienneté est déterminée conformément aux articles 37 à 44 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie et aux articles 3 et 4 du présent arrêté".

Article 3.

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe ler :

.../...

"§ ler. Les membres du personnel qui sont commissionnés conformément, soit aux articles 14 à 16, soit à l'article 24 de la loi du 27 décembre 1973 portent l'uniforme et les insignes du grade auquel ils sont commissionnés.

Ils exercent les attributions en vue desquelles ils ont été commissionnés à un grade supérieur et ont, notamment, autorité sur les membres du personnel nommés ou commissionnés à ce même grade à une date postérieure à celle de leur commission.

Ils sont astreints aux obligations attachées à ce grade".

Au paragraphe 2, il faut lire : " ... le jour où, par décision du Ministre de la Défense nationale, ...".

Articles 5 et 7.

Les jours de congé visés à l'article 5 du projet sont des jours ouvrables. Il conviendrait de le préciser. D'autre part, l'article 7 a pour but de définir ce qu'il faut entendre par jours ouvrables. Il serait donc logique que ces deux dispositions se suivent.

Toutefois, compte tenu du fait que les jours ouvrables se définissent de la même façon, qu'il s'agisse du calcul des congés de vacances ou des délais prévus pour la procédure en matière de retrait d'emploi, il serait préférable de donner à l'article 7 du projet une portée plus générale et de l'insérer dans le Titre III de l'arrêté. Il pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par jours ouvrables, les jours autres que les samedis, les dimanches et les jours pendant lesquels le service est réglé comme le dimanche en application de l'arrêté royal du 14 mars 1963 concernant l'organisation du service intérieur à la gendarmerie".

Article 6.

Le paragraphe ler serait mieux rédigé comme suit :

"§ ler. Les supérieurs hiérarchiques compétents en application des règles édictées par le Commandant de la gendarmerie octroient les congés auxquels les membres du personnel ont droit".

Article 8.

Le texte suivant est proposé :

"Article 8.-

Les membres du personnel ne peuvent obtenir de congé de vacances pendant qu'ils sont en non-activité ou suspendus par mesure d'ordre".

Article 9.

A la fin de l'alinéa ler du paragraphe ler, il y a lieu d'écrire : " ... qui découle d'une non-activité pour d'autres motifs que de santé".

.../...

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 2 :

"§ 2. Les élèves des écoles de gendarmerie absents pour motif de santé durant les périodes pendant lesquelles le congé de vacances est accordé, ont droit à un nombre de jours de congé réduit à concurrence du nombre de jours pendant lesquels ils ont été absents pour motif de santé".

Article 10.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 10.-

§ 1er. L'élève d'une école de gendarmerie a droit, pour l'année civile au cours de laquelle il devient officier, sous-officier d'élite ou sous-officier subalterne, à deux jours de congé par mois de formation accompli au cours de cette année et à deux jours et demi par mois restant.

§ 2. L'élève d'une école de gendarmerie a droit ... à deux jours de congé par mois de formation accompli au cours de cette année.

§ 3. Pour l'application des paragraphes 1er et 2, les parties de mois supérieures à 15 jours sont comptées pour un mois entier".

Article 11.

Cet article dispose comme suit :

"En vertu d'ordres de service, au sens de l'article 22, § 1er, de la loi du 27 décembre 1973, émanant du

.../...

Commandant de la gendarmerie, il peut être accordé aux officiers :

1° le droit à des congés qui ne sont pas annuels;

2° des congés pour lesquels ils ne peuvent faire valoir un droit".

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition confère au Commandant de la gendarmerie le pouvoir, d'une part, de prendre des dispositions réglementaires accordant aux officiers "le droit à des congés qui ne sont pas annuels" et, d'autre part, d'octroyer d'autres congés au titre de mesures individuelles.

Si cette dernière délégation peut trouver un fondement légal dans l'article 22 de la loi du 27 décembre 1973, la première, par contre, ne peut s'autoriser ni de la même disposition, ni de l'article 59 de la même loi puisqu'il ne s'agit pas de congés de vacances.

L'article 11 du projet devrait, à cet égard, être revu.

Une solution comparable à celle du projet L. 13.275/2 pourrait être retenue, le Roi déterminant dans une annexe au présent projet les congés de circonstance auxquels les officiers auraient droit.

Pour cette hypothèse, le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 11.-

Des congés autres que ceux que vise l'article 59 de la loi du 27 décembre 1973 sont accordés aux officiers de gendarmerie, conformément à l'annexe du présent arrêté.

Le Commandant de la gendarmerie peut, en outre, accorder aux officiers des congés exceptionnels".

Article 12.

Au début de cet article, les mots "Sans préjudice des dispositions de l'article 5" sont superflus et doivent être omis.

Article 13.

Au 1°, l'adjectif "sollicités" est ambigu puisqu'il s'agit, dans cette disposition, de jours de congé de vacances auxquels l'intéressé avait droit mais qui ont dû lui être refusés. Ce terme est, par ailleurs, inutile.

Il serait plus simple d'écrire :

"1° la période de l'année suivante à laquelle sont reportés (et non "refaites") les jours de congé de vacances qui n'ont pas été obtenus. Cette période ne peut être inférieure à trois mois;".

.../...

Article 14.

Le 4° doit être omis. En effet, l'article 27, alinéa 3, de la loi du 27 décembre 1973, qui prévoit la non-activité pour motif de santé n'est pas encore en vigueur.

Article 15.

Il serait conforme aux intentions du Gouvernement, telles qu'elles ressortent notamment de l'alinéa 1er, de préciser comme suit l'alinéa 3 :

"Le congé pour motif de santé peut être octroyé au membre du personnel dont l'état de santé nécessite une absence de plus de sept jours consécutifs, sans distinction entre la maladie proprement dite et la convalescence.

Ce congé ne peut être accordé pour plus de deux mois consécutifs; il est renouvelable dans les limites fixées aux articles suivants".

Article 16.

Au paragraphe 2, il serait plus conforme aux intentions du Gouvernement, telles qu'elles ressortent notamment du paragraphe 1er, de préciser que l'absence pour motif de santé peut atteindre trente-six mois consécutifs.

.../...

La phrase liminaire serait, par ailleurs, mieux rédigée comme suit :

"Par dérogation au paragraphe 1er, le Ministre de la Défense nationale peut porter à trente six mois consécutifs l'absence pour motif de santé pour :".

La fin du 1°, serait mieux rédigée comme suit :

"et par le fait du service, sauf s'il y a eu faute lourde de leur part;".

Il va de soi, en effet, que c'est à celui qui allègue la faute lourde qu'il incombe de l'établir.

Le texte suivant est proposé pour le dernier alinéa de ce paragraphe :

"Cette dérogation n'est accordée aux membres du personnel mentionnés aux 2° et 3° qu'une seule fois au cours de leur carrière à moins que l'absence couverte par une dérogation antérieure n'ait pas excédé vingt-quatre mois".

Article 17.

L'alinéa 1er du paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Le supérieur qui exerce à l'égard du membre du personnel les attributions de chef de corps ... pour motif de santé, afin d'obtenir un avis sur son aptitude au point de vue médical".

.../...

La fin du second alinéa devrait être rédigée comme suit :

"qui entre dans le dix-huitième mois d'absence pour motif de santé, que ces dix-huit mois aient été consécutifs ou qu'ils se soient situés dans le cours de vingt-quatre mois consécutifs".

Article 18.

Les mots "conformément à l'article 17" sont superflus et doivent être omis.

Par ailleurs, ainsi qu'il a été rappelé sous l'article 14, les alinéas 3 et 4 de l'article 27 de la loi du 27 décembre 1973 ne sont pas encore en vigueur.

Le texte suivant est proposé :

"Article 18.-

Le médecin consulté, s'il estime que le membre du personnel soumis à l'examen est inapte au point de vue médical, donne également un avis sur la durée de cette inaptitude en vue de l'application éventuelle de l'article 27, alinéas 1er et 2, de la loi du 27 décembre 1973.

Si cet avis conclut à une inaptitude de nature à entraîner une durée d'absence supérieure à celle dont le membre du personnel pourrait encore bénéficier et si cette inaptitude leur paraît justifier un retrait définitif de l'emploi ou du service, les autorités compétentes soumettent le dossier

.../...

à la commission militaire d'aptitude et de réforme".

+

TITRE II.

A. Contrairement à ce qu'annonce son intitulé, ce titre ne comprend pas seulement des dispositions de procédure.

D'une part, manifestement soucieux que le projet forme un tout et rappelle de manière systématique les peines disciplinaires que la loi du 27 décembre 1973 commine dans des dispositions quelque peu dispersées, le gouvernement entend énumérer ces peines dans l'article 24, selon un procédé qui, en l'espèce, ne peut être critiqué, étant entendu qu'il ne serait pas au pouvoir du Roi de modifier les peines prévues par la loi.

D'autre part, mettant en oeuvre l'habilitation donnée au Roi par l'article 5, § 1er, de la même loi, modifié par l'article 4 de la loi du 8 juin 1978, l'article 24, § 4, du projet énonce les cas dans lesquels peut être prononcé le retrait de la qualité d'élève d'une école de gendarmerie.

Sauf en tant qu'il impose, préalablement à ces mesures, la consultation d'un conseil d'enquête, et sous réserve de l'emploi, au paragraphe 4, de formules impersonnelles qui feront l'objet de l'observation C, ci-dessous, l'article 24, pour l'essentiel, ne contient pas de disposition de procédure et n'a, par conséquent, pas sa place logique dans l'actuel titre II du projet. Il conviendrait de le ranger sous un titre II séparé, intitulé : "Le retrait de

l'emploi, le retrait de la qualité d'élève d'une école de gendarmerie et la rétrogradation", l'actuel titre II, devenant III, et le titre III, devenant IV.

La seule disposition de l'article 24 du projet qui devrait subsister dans le nouveau titre III, serait la suivante :

"Article 24.-
Les peines prévues à l'article ... ne peuvent être prononcées qu'après consultation d'un conseil d'enquête".

B. Suivant l'article 24, § 1er, du projet, la mise en non-activité par mesure disciplinaire peut être suivie (2°) ou non (1°) de la mise à la pension en application de l'article 3, A, 1°, des lois coordonnées sur les pensions militaires. La mise à la pension est également prévue à titre disciplinaire par les paragraphes 2 et 3 du même article dans les cas qui y sont énoncés. De ce que ces mises à la pension sont prononcées en application de dispositions déterminées des lois coordonnées sur les pensions militaires, il semble qu'on puisse déduire qu'elles ne le seront que si les conditions prévues par ces dispositions sont réunies et notamment si ceux qui en font l'objet ont l'ancienneté requise. Afin de prévenir toute équivoque à ce sujet, il s'indiquerait d'écrire chaque fois : "la mise à la pension en application de l'article ... des lois coordonnées sur les pensions militaires, si les conditions prévues par cette dernière disposition sont réunies".

C. Suivant le paragraphe 4 de l'article 24 du projet, les mesures que cette disposition prévoit peuvent

.../...

être prises "si l'on estime" que les conditions qu'elle énonce sont remplies. Cette formule impersonnelle est d'autant plus à écarter qu'en tant qu'attributive de compétence, elle prêterait à confusion ou, tout au moins, elle ferait double emploi avec celle qui figure à l'alinéa 2 de l'article 25, du projet.

D. Un paragraphe devant être constitué d'au moins une phrase entière, l'article nouveau devrait être rédigé comme suit :

"Article ....-

Les peines suivantes peuvent être prononcées :

1° A l'égard d'un membre du personnel de carrière qui a encouru une condamnation pénale, à qui a été infligé à plusieurs reprises une punition disciplinaire ou qui a été puni pour une infraction disciplinaire grave :

a) la mise en non-activité par mesure disciplinaire ;

b) la mise en non-activité par mesure disciplinaire suivie de la mise à la pension en application de l'article 3, A, 1°, des lois coordonnées sur les pensions militaires, si les conditions prévues par cette dernière disposition sont réunies.

2° A l'égard d'un membre du personnel de carrière qui s'est rendu coupable de faits graves incompatibles avec son état de membre du personnel de la gendarmerie :

a) la démission d'office;

b) la mise à la pension en application de l'article 3, A, 2°, ou de l'article 3, B, a), 1°, des lois coordonnées sur les

.../...

pensions militaires si les conditions prévues, selon le cas, par l'une ou l'autre de ces dispositions sont réunies.

3° A l'égard d'un membre du personnel de carrière jugé incapable d'exercer toute fonction en rapport avec son grade :

a) s'il s'agit d'un sous-officier nommé à un grade supérieur à celui de maréchal des logis : la rétrogradation dans un grade qui est désigné ;

b) s'il s'agit d'un sous-officier nommé au grade de maréchal des logis :

- la démission d'office;
- la mise à la pension en application de l'article 3, B, a), 1°, des lois coordonnées sur les pensions militaires, si les conditions prévues par cette dernière disposition sont réunies;

c) s'il s'agit d'un officier : la mise à la pension en application de l'article 3, A, 2°, des lois coordonnées sur les pensions militaires, si les conditions prévues par cette dernière disposition sont réunies.

4° D'après l'examen auquel il a été procédé conformément à l'article 23 :

a) si les faits qui sont à l'origine de l'absence ne sont pas compatibles avec l'état de membre du personnel de la gendarmerie :

- l'une des mesures prévues au paragraphe 2, s'il s'agit d'un membre du personnel de carrière;

.../...

- le retrait de la qualité d'élève d'une école de gendarmerie;
- la conversion totale ou partielle de la période d'absence en non-activité, liée ou non à l'une des autres mesures prévues à la présente lettre;

b) si la conduite du membre du personnel en cause pendant la période d'absence n'est pas compatible avec l'état de membre du personnel de la gendarmerie :

- l'une des mesures prévues au paragraphe 2, s'il s'agit d'un membre du personnel de carrière;
- le retrait de la qualité d'élève d'une école de gendarmerie;
- la conversion totale ou partielle de la période d'absence en non-activité, liée ou non à l'une des autres mesures prévues à la présente lettre".

La lettre c, du § 4,est superflue et doit être omise.

Il est fait référence à ces dispositions dans la suite du projet. Ces références devront être adaptées à la nouvelle numérotation et à la nouvelle présentation de l'article.

+

TITRE III (Titre II du projet).

La rédaction suivante est proposée pour l'intitulé du chapitre ler :

"Procédure préalable à la procédure de retrait

.../...

d'emploi intentée lorsqu'un membre du personnel est séparé de la gendarmerie".

+

Article 20.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 20.-

Quand un membre du personnel est séparé de la gendarmerie, le supérieur hiérarchique qui exerce à son égard les attributions de chef de corps rédige un rapport mentionnant les circonstances qui peuvent être à l'origine de l'absence et contenant toutes les indications permettant d'établir si ces circonstances sont ou non le fait de l'intéressé.

Ce rapport est transmis par la voie hiérarchique au Ministre de la Défense nationale".

Article 21.

Les mots "Sans préjudice de l'action pénale éventuelle" sont superflus et doivent être omis. Le texte suivant est proposé :

"Article 21.-

Le Ministre de la Défense nationale peut charger le Commandant de la gendarmerie de recueillir tous les renseignements concernant l'absence et de les consigner dans

.../...

un rapport".

Article 22.

Cette disposition serait plus simplement rédigée comme suit :

"Article 22.-
Le Ministre de la Défense nationale décide s'il y a lieu d'accorder à l'intéressé le bénéfice de l'article 36, alinéa ler, de la loi du 27 décembre 1973".

Article 23.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 23.-
A la fin de l'absence, le Commandant de la gendarmerie vérifie si les circonstances qui sont à l'origine de l'absence sont imputables ou non au membre du personnel.

Il vérifie, en outre, si les agissements du membre du personnel, qui sont à l'origine de l'absence, ou si la conduite de l'intéressé pendant l'absence, sont compatibles avec l'état de membre du personnel de la gendarmerie".

Article 24.

On se réfèrera à l'observation A, faite sous le titre II.

.../...

Article 25.

L'exposé "sur l'incapacité manifeste d'exercer toute fonction en rapport avec son grade" visé à l'alinéa ler, 2°, ne se distingue pas de "l'exposé des faits qui se trouvent à la base des mesures proposées" visé au 1°. Dès lors, cette disposition serait plus simplement rédigée comme suit :

"Article 25.-

Le conseil d'enquête est saisi par un rapport circonstancié comprenant la mesure proposée et un exposé des faits qui la justifient, rédigé par le supérieur hiérarchique qui exerce à l'égard du membre du personnel les attributions de chef de corps, ou par le Commandant de la gendarmerie, si celui-ci propose une des mesures prévues à l'article ..., 4°".

Article 26.

Les mots "après celui de la notification" sont superflus.

Article 27.

La distinction entre les mesures visées respectivement au 2° et au 3° n'apparaît pas clairement à la lecture du texte. Suivant les officiers délégués, le 2° viserait des mesures touchant à l'emploi et le 3° les autres mesures disciplinaires. Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si cette intention ne devrait pas être traduite avec plus de précision.

.../...

Article 28.

Il faut écrire à l'alinéa ler : "prévus à l'article 27, alinéa ler, 1° et 2° ..." et, à l'alinéa 3 : " ... prévu à l'article 26, alinéa 2 ...".

L'expression "chaque supérieur fonctionnel" est équivoque.

Le texte devrait préciser qu'il s'agit de chaque supérieur fonctionnel de l'auteur du rapport.

Article 29.

Au paragraphe ler, les mots "sur base d'un des paragraphes de cet article" ont pour but de préciser que le Commandant de la gendarmerie doit faire connaître la raison pour laquelle le membre du personnel doit comparaître devant le conseil d'enquête. Eu égard au contenu du dossier et du rapport soumis à ce conseil, cette précision est superflue.

Au paragraphe 2, il faut écrire : " ... prévues à l'article 27, alinéa ler, 3° et 4° ...".

Article 30.

De l'accord de l'officier délégué, cette disposition doit être omise, l'article 24, § 2, du projet (devenant l'article ... , 2°) permettant la comparution d'un membre du

.../...

personnel devant le conseil d'enquête sans qu'il y ait eu condamnation pénale ou punition disciplinaire.

Article 31.

La virgule entre "effectué" et "conformément" doit être omise.

Article 32.

L'alinéa 1er du paragraphe 1er serait plus simplement rédigé comme suit :

"Le Ministre de la Défense nationale désigne chaque année un officier supérieur par régime linguistique pour présider le conseil d'enquête".

A l'alinéa 2 du paragraphe 2, il faut écrire : " ... désigne pour chaque affaire, comme président du conseil d'enquête, un officier supérieur qui relève de son autorité".

Article 33.

Au 2°, il faut lire : "le même grade et la même ancienneté dans ce grade que le membre du personnel en cause".

.../...

Article 34.

La loi du 30 juillet 1938 étant citée pour la première fois dans le projet, doit l'être avec son intitulé : "concernant l'usage des langues à l'armée".

A l'alinéa ler, le texte français vise "la langue dans laquelle le membre du personnel en cause s'exprime", tandis que le texte néerlandais parle plus simplement de "taal van de betrokkene".

La même observation vaut pour l'article 53.

Il y aurait d'autant plus d'intérêt à mettre les versions en concordance que le texte français pourrait faire penser à une certaine liberté de choix, au contraire du texte néerlandais qui renvoie implicitement au régime linguistique de l'intéressé.

On observera que la même discordance ne se retrouve pas à l'alinéa 3.

A l'alinéa 3, il faut écrire : " ... par une ou plusieurs personnes ...".

Article 35.

Les conjoints n'étant, au sens propre de ces termes, ni des alliés ni des parents, il appartiendra au Gouvernement d'apprécier s'il ne faut pas les exclure du conseil d'enquête par une disposition expresse.

.../...

Dans l'affirmative, le 3° pourrait être rédigé comme suit : "Le conjoint ainsi que les parents et alliés ...".

Article 36.

A l'alinéa ler, les mots "pour autant qu'ils réunissent les conditions pour siéger dans ce conseil" sont superflus et doivent être omis. Par ailleurs, il serait préférable d'écrire : "parmi les membres suivants du personnel".

Article 37.

Il serait préférable d'écrire : "Le président du conseil d'enquête désigne un secrétaire revêtu d'un grade supérieur à celui du membre du personnel en cause, ou plus ancien en grade que ce dernier".

Article 38.

Le paragraphe ler, dernière phrase, prévoit que le membre du personnel en cause envoie un récépissé au président du conseil d'enquête. Il faut en déduire que le membre du personnel en cause a, lui aussi, reçu notification des noms des membres du conseil. La première phrase omet, toutefois, de l'indiquer.

.../...

Au paragraphe 3, il serait préférable d'écrire :

"Le président et les membres du conseil d'enquête peuvent invoquer pour eux-mêmes des motifs de récusation".

Le paragraphe 4 serait plus simplement et plus exactement rédigé comme suit :

"Le président appréciera les motifs de récusation. S'il s'agit de sa propre récusation, la décision est prise par l'autorité qui l'a désigné".

Article 39.

L'identité comprend évidemment le nom.

La même observation vaut pour l'article 50, § 1er, 3°.

Article 40.

Pour des motifs analogues à ceux qui ont été énoncés sous l'article 55 du projet L. 13.280/2, l'exclusion des avocats et des délégués syndicaux de la défense d'un membre du personnel de la gendarmerie devant le conseil d'enquête, ne se justifie pas par rapport aux principes généraux du droit de la défense.

Article 42.

Il serait préférable d'écrire " ... l'affaire est traitée en leur absence ...".

.../...

Article 43.

Le paragraphe 2, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Pendant la séance, le membre du personnel en cause peut, en outre, remettre au président un mémoire de défense".

Cette disposition ne prévoit pas de clôture des débats alors que l'article 44 du projet s'y réfère implicitement en prévoyant la réouverture des débats. Il se recommanderait que le projet suive autant que possible les règles de la procédure en matière juridictionnelle. Il est proposé de compléter l'article 43 par un paragraphe 3 ainsi libellé :

"§ 3. A la fin des débats, le président prononce leur clôture et met la cause en délibéré".

Article 44.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 44.-
S'il s'estime insuffisamment éclairé, le conseil d'enquête ordonne la réouverture des débats".

Article 45.

L'alinéa ler serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Le conseil d'enquête donne un avis motivé conformément aux articles 46 à 49".

L'alinéa 3 rappelle de manière superflue et équivoque que le secrétaire ne participe pas au vote. C'est là une évidence, si le secrétaire n'a pas été désigné parmi les membres du conseil d'enquête. C'est un non-sens dans le cas contraire. La seconde phrase de l'alinéa 3 doit donc être supprimée.

Articles 46 à 49.

1) Ces articles prévoient une série de questions auxquelles les membres du conseil d'enquête doivent répondre. Celles-ci ont été élaborées de manière telle qu'il y soit répondu par oui ou par non. Ce souci de simplification est toutefois susceptible d'entraîner des confusions, notamment pour ce qui est de la non-activité par mesure disciplinaire.

Une observation analogue s'impose en ce qui concerne le grade dans lequel le membre du personnel sera replacé en suite de sa rétrogradation.

2) Certaines des questions énoncées dans ces articles font manifestement double emploi; par exemple, d'une part, émettre un avis sur l'opportunité de prononcer la non-activité par mesure disciplinaire (article 46, § ler) et, d'autre part, répondre à la question "faut-il mettre le membre du personnel en cause en non-activité par mesure disciplinaire ?" (article 46, § 2, 2°). De mêmes doubles emplois se retrouvent aux articles 47, 48 et 49.

.../...

3) A l'article 47, § ler, il conviendrait de remplacer les mots "définitivement prononcées" par "qui ne sont plus susceptibles de voies de recours ordinaires".

4) Ces dispositions devraient être revues. A cette occasion, les différentes hypothèses dans lesquelles un membre du personnel peut être traduit devant le conseil d'enquête devraient être rédigées plus simplement par référence à la disposition dans laquelle les mesures disciplinaires sont énumérées.

Par ailleurs, l'expression "avec proposition d'appliquer ..." n'est pas heureuse. Il serait préférable d'écrire "Dans le cas prévu à l'article ... le conseil d'enquête se prononce ...".

Article 50.

La deuxième phrase du paragraphe 2 semble dépourvue d'effet pratique si le membre du personnel ne peut adresser un dernier mémoire au Ministre. Cette possibilité devrait être prévue afin de permettre à l'intéressé de présenter ses observations au Ministre.

Article 51.

Cette disposition est étrangère à la section 2, intitulée "le conseil d'enquête". Il serait préférable de la faire figurer dans la section 3 (en réalité la sous-section 3:voir ci-après).

.../...

Section 3.

A l'exception de l'article 55, les dispositions générales qui figurent sous cette section se rapportent manifestement encore au conseil d'enquête qui fait l'objet de la section 2. Il faut supposer qu'en réalité, il s'agit de la sous-section 3 de la section 2 et non d'une section 3.

Article 52.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 52.-
Toutes communications et remises de pièces sont faites par l'intermédiaire des supérieurs hiérarchiques, sauf au cours de la séance du conseil d'enquête".

Article 53.

Il ressort des explications données au Conseil d'Etat que cet article ne vise que les rapports établis en la cause et les pièces de forme, à l'exclusion des pièces relatives au fond de l'affaire, par exemples, les procès-verbaux des dépositions des témoins ou les documents établis par des autorités publiques belges ou étrangères.

Cette intention du Gouvernement serait mieux traduite par le texte suivant :

"Article 53.-
Toutes les pièces de la procédure devant le

.../...

conseil d'enquête sont rédigées dans la langue dans laquelle le membre du personnel en cause s'exprime".

Cette proposition de texte est faite sous réserve de l'observation relative à la portée de l'expression "la langue dans laquelle le membre du personnel en cause s'exprime" (voir ci-dessus, article 34, alinéa 1er).

Article 54.

La dernière phrase de cet article serait mieux rédigée comme suit :

"Le procès-verbal fait mention de ces incidents".

Article 55.

De l'accord de l'officier délégué, cette disposition, étrangère à la procédure, devrait être placée en tête du Titre III (devenant IV).

Par ailleurs, cet article serait mieux et plus exactement rédigé comme suit :

"Article 55.-

Le commandant de la gendarmerie désigne les supérieurs visés à l'article 25, alinéa 2, à l'article 32, § 2, et à l'article 36".

.../...

TITRE III. - Dispositions finales.

On se référera, pour la disposition à insérer dans ce titre, à l'observation faite sous les articles 5 et 7 ci-dessus.

Article 56.

En vertu de l'article 1er, § 2, de la loi du 27 décembre 1973, les membres de la gendarmerie prêtent serment avant d'entrer en fonction.

Suivant l'officier délégué, il se pourrait que des élèves soient désignés pour remplir temporairement certaines fonctions.

Le but de l'article 56 du projet serait de leur faire prêter serment au préalable.

Cette manière de faire n'est en aucune façon prévue par la loi relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie.

Il n'appartient au Roi, ni de décider que les missions qui incombent à la gendarmerie pourront être effectuées par des membres du personnel qui ne sont pas encore entrés en fonction ni, à plus forte raison, de déléguer au Commandant de la gendarmerie le pouvoir de créer une présomption d'entrée en fonction, fût-ce pour l'exercice de missions limitées et temporaires.

.../...

Article 57.

Le texte suivant est proposé pour le liminaire de cet article :

"L'intitulé de l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière est remplacé par le suivant :

"Arrêté royal ... (la suite comme au projet) ...".

Article 58.

Cet article doit être omis, puisque l'arrêté royal du 11 août 1953 est abrogé purement et simplement par le projet L. 13.280/2.

Article 59.

Compte tenu des observations faites au sujet du préambule, le texte suivant est proposé :

"Article 59.-

Cessent d'être applicables au personnel de la gendarmerie :

1° le règlement relatif aux congés des officiers et assimilés, approuvé par l'arrêté royal du 22 mars 1921, modifié par l'arrêté royal du 7 avril 1959;

2° l'arrêté royal du 7 avril 1959 ... (comme au projet) ..., 24 juin 1977 et 29 novembre 1977;

.../...

3° l'arrêté royal ... (comme au projet) ...;

4° les articles 1er, 2 et 14 à 23 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif à la discipline militaire".

Article 60.

Au premier alinéa, il y a lieu d'écrire :

"Le présent arrêté produit ses effets le 1er mars 1979".

AANHEF.

De wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp. Het eerste lid van de aanhef dient dus te vervallen.

+

De bevoegdheden welke de Koning met het ontwerp opdraagt aan de Commandant van de rijkswacht, behoren tot die welke hij zelf ontleent aan de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht en niet aan artikel 70 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht.

Als de laatstgenoemde wet moet worden vermeld dient dat in een algemene verwijzing te gebeuren. De woorden "inzonderheid op artikel 70" moeten dus in het tweede lid vervallen.

+

In het vijfde lid moet de vermelding van de wijziging van 2 oktober 1950 vervallen; het koninklijk besluit van 7 april 1959 heeft ze overbodig gemaakt.

+

Het koninklijk besluit van 11 augustus 1953 moet zonder meer opgeheven worden door het ontwerp-besluit L. 13.280/2. In zover dit dezelfde dag uitwerking mocht hebben als het onderhavige ontwerp, zou het zesde lid van de aanhef moeten vervallen.

+

.../...

In het zevende lid moet de vermelding van de wijziging van 12 september 1978 vervallen. Het koninklijk besluit van 12 september 1978 heeft dat van 7 april 1959 immers niet gewijzigd.

+

In het negende lid moet uitdrukkelijk melding worden gemaakt van de artikelen 1, 2 en 14 tot 23, die door het ontwerp opgeheven, niet gewijzigd worden.

Voor dat lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht, inzonderheid op de artikelen 1, 2 en 14 tot 23;".

+

Het tiende en het elfde lid moeten vervallen want de erin aangehaalde teksten leveren geen rechtsgrond op voor het ontwerp.

ARTIKELEN.

Om de reden die onder artikel 1 is opgegeven is het opschrift van hoofdstuk I niet zeer geslaagd. Men kan zich trouwens afvragen of de hoofdstukken 1 en 2 over verschillende onderwerpen handelen. Voorgesteld wordt ze tot één hoofdstuk samen te brengen onder het opschrift "Uitoefening van het ambt".

.../...

Artikel 1.

De uitoefening van het ambt behoeft niet te worden onderscheiden van de aanwijzing voor dat ambt. Ter wille van de overeenstemming met de tekst van artikel 22, § 1, van de wet van 27 december 1973 waaraan de ontworpen bepaling haar rechtsgrond ontleent, redigere men de tekst als volgt :

"Artikel 1.-
De ambten van hoofdofficier en van lager officier worden uitgeoefend krachtens dienstorders van de Commandant van de rijkswacht".

Artikel 2.

Deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 2.-
Voor de toepassing van artikel 5 van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht wordt de anciënniteit bepaald overeenkomstig de artikelen 37 tot 44 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht en de artikelen 3 en 4 van dit besluit".

Artikel 3.

Voor paragraaf 1 wordt de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"§ 1. De personeelsleden die zijn aangesteld, hetzij overeenkomstig de artikelen 14 tot 16, hetzij overeenkomstig artikel 24 van de wet van 27 december 1973, dragen het uniform en de kentekens van de graad waarin zij zijn aangesteld.

Zij oefenen de ambtsbevoegdheid uit waarvoor zij in een hogere graad aangesteld zijn en hebben onder meer gezag over de personeelsleden die na de datum van deze aanstelling benoemd of aangesteld zijn in dezelfde graad.

Zij moeten de aan die graad verbonden plichten nakomen".

In paragraaf 2 moet worden gelezen : "... vervalt op de dag waarop de opdracht die ze heeft gerechtvaardigd, bij beslissing van de Minister van Landsverdediging eindigt".

Artikelen 5 en 7.

De in artikel 5 van het ontwerp bedoelde verlofdagen zijn werkdagen. Dat zou duidelijk moeten worden gesteld. Artikel 7 van zijn kant bedoelt te bepalen wat onder werkdagen moet worden verstaan. Het ware dan ook logisch dat beide bepalingen op elkaar volgen.

Aangezien de werkdagen echter op dezelfde wijze worden bepaald voor het berekenen van de vakantiedagen als voor het berekenen van de termijnen die zijn voorgeschreven voor de procedure inzake ambtsontheffing, ware het verkieslijk aan artikel 7 van het ontwerp een meer algemene draagwijdte te geven en het aldaar bepaalde op te nemen in Titel III van het ontwerp, maar dan in de volgende lezing :

.../...

"Voor de toepassing van dit besluit moeten onder werkdagen worden verstaan de dagen die niet zijn zaterdagen, zondagen of dagen waarop de dienst zoals op zondag geregeld is overeenkomstig het koninklijk besluit van 14 maart 1963 betreffende de inrichting van de inwendige dienst bij de rijkswacht".

Artikel 6.

Paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. De hiërarchische meerderen die bevoegd zijn overeenkomstig de door de Commandant van de rijkswacht bepaalde regels, kennen de verloven toe waarop de personeelsleden recht hebben".

Artikel 8.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 8.-
Aan de personeelsleden kan geen vakantieverlof worden verleend terwijl zij op non-activiteit gesteld of bij ordemaatregel geschorst zijn".

Artikel 9.

In paragraaf 1 leze men : "... per volle maand afwezigheid wegens non-activiteit om andere dan gezondheidsredenen.

Dezelfde vermindering wordt toegepast voor iedere volle maand na die waarin het lid van het beroepspersoneel gepensioneerd wordt".

.../...

Voor paragraaf 2 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 2. De leerlingen van de rijkswachtscholen die om gezondheidsredenen afwezig zijn tijdens de perioden waarin het vakantieverlof wordt verleend, hebben recht op een aantal verlofdagen verminderd met zoveel dagen als zij om gezondheidsredenen afwezig zijn geweest".

Artikel 10.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 10.-

§ 1. De leerling van een rijkswachtschool heeft, voor het kalenderjaar waarin hij officier, keuronderofficier of lager onderofficier wordt, recht op twee dagen verlof voor iedere maand opleiding die hij in de loop van dat jaar heeft volbracht en op twee en een halve dag verlof voor elk van de overblijvende maanden.

§ 2. De leerling van een rijkswachtschool heeft, voor het kalenderjaar waarin hij tot een cyclus opleiding tot officier of tot onderofficier wordt toegelaten, recht op twee dagen verlof voor iedere maand opleiding die hij in de loop van dat jaar heeft volbracht.

§ 3. Voor de toepassing van de paragrafen 1 en 2 wordt het gedeelte van een maand dat 15 dagen overschrijdt, voor een volle maand gerekend".

.../...

Artikel 11.

Dit artikel bepaalt :

"Bij dienstorders, in de zin van artikel 22, § 1, van de wet van 27 december 1973, die uitgaan van de Commandant van de rijkswacht, kunnen aan de officieren worden verleend :

1° het recht op verloven die geen jaarlijkse verloven zijn;

2° verloven waarop zij geen recht kunnen doen gelden".

Zoals die bepaling is geredigeerd, verleent zij aan de Commandant van de rijkswacht de bevoegdheid, enerzijds om verordeningsbepalingen vast te stellen waarbij aan de officieren wordt verleend "het recht op verloven die geen jaarlijkse verloven zijn", anderzijds om andere verloven toe te kennen bij individuele maatregel.

Kan voor deze laatste opdracht van bevoegdheid rechtsgrond worden gevonden in artikel 22 van de wet van 27 december 1973, voor de eerste levert noch dat artikel, noch artikel 59 van dezelfde wet zodanige rechtsgrond op, daar het niet om jaarlijkse verloven gaat.

Artikel 11 van het ontwerp zou derhalve op dat punt moeten worden herzien.

Een oplossing als die van ontwerp L. 13.275/2, waarbij de Koning in een bijlage bij het onderhavige besluit de omstandigheidsverloven zou bepalen waarop de officieren recht zouden hebben, behoort tot de mogelijkheden.

.../...

Voor dat geval wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 11.-

Andere verloven dan bedoeld zijn in artikel 59 van de wet van 27 december 1973 worden aan de officieren van de rijkswacht verleend overeenkomstig de bijlage bij dit besluit.

De Commandant van de rijkswacht kan bovendien aan de officieren buitengewone verloven verlenen".

Artikel 12.

De woorden "Onverminderd de bepalingen van artikel 5" zijn overbodig. Men leze :

"De Commandant van de rijkswacht of de hiërarchische meerdere die hij daartoe aanwijst kan, indien de behoeften van de dienst het vereisen, aan het verlenen van vakantieverlof bepaalde voorwaarden verbinden, dat verlof schorsen of weigeren; hij kan ook een toegestaan verlof onderbreken".

Artikel 13.

In de tekst onder 1° is het woord "aangevraagde" dubbelzinnig, want het gaat in deze bepaling om dagen vakantieverlof waarop de betrokkene recht had maar die hem moesten worden geweigerd. Het woord is trouwens overbodig.

.../...

Een eenvoudiger lezing voor 1°, 2° en 3° zou zijn :

"1° de periode van het volgende jaar naar welke de niet verkregen dagen vakantieverlof worden overgedragen; die periode moet er een zijn van ten minste drie maanden;

2° de verplichtingen van het personeel tijdens het vakantieverlof;

3° de perioden waarin leerlingen van rijkswachtscholen vakantieverlof kunnen genieten".

Artikel 14.

De bepaling 4° moet vervallen. Artikel 27, derde lid, van de wet van 27 december 1973 dat over de non-activiteit om gezondheidsredenen handelt, is immers nog niet in werking.

Artikel 15.

De bedoeling van de Regering, zoals die onder meer blijkt uit het eerste lid, zou beter tot uiting komen indien het derde lid als volgt werd verduidelijkt :

"Verlof om gezondheidsredenen kan worden verleend aan het personeelslid wiens gezondheidstoestand een afwezigheid van meer dan zeven opeenvolgende dagen noodzakelijk maakt, zonder dat onderscheid wordt gemaakt tussen de eigenlijke ziekte en het herstel.

.../...

Dat verlof mag niet voor meer dan twee opeenvolgende maanden worden verleend; het kan worden verlengd binnen de grenzen bepaald in de volgende artikelen".

Artikel 16.

De bedoeling van de Regering, zoals die onder meer blijkt uit paragraaf 1, zou in paragraaf 2 beter worden weergegeven indien werd bepaald dat de afwezigheid om gezondheidsredenen tot zesendertig opeenvolgende maanden mag gaan.

Paragraaf 2 zou overigens in zijn geheel beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de Minister van Landsverdediging de afwezigheid om gezondheidsredenen op zesendertig opeenvolgende maanden brengen :

1° voor personeelsleden die zijn getroffen door een ongeval dat zich tijdens en ter zake van de dienst heeft voorgedaan, tenzij zij een zware fout hebben begaan;

2° voor personeelsleden die lijden aan een ernstige, ten gevolge van oorlogshandelingen opgedane of verergerde kwaal;

3° in uitzonderlijke gevallen, voor personeelsleden die lijden aan ziekten die een lange behandeling noodzakelijk maken.

Deze afwijking wordt aan de onder 2° en 3° vermelde personeelsleden slechts eenmaal in hun loopbaan toegestaan, tenzij de afwezigheid waarvoor eerder al een afwijking werd toegestaan niet meer dan vierentwintig maanden heeft geduurd".

.../...

Wat de tekst onder 1° betreft, spreekt het vanzelf dat hij die beweert dat een zware fout is begaan, ook het bewijs daarvan moet leveren.

Artikel 17.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 17.-

§ 1. De meerdere die ten opzichte van het personeelslid ten minste de bevoegdheid van korpscommandant uitoefent, kan de om gezondheidsredenen afwezige te allen tijde door een militair geneesheer laten onderzoeken, ten einde een advies te verkrijgen over zijn geschiktheid uit een medisch oogpunt.

De meerdere die de bevoegdheid van korpscommandant uitoefent, moet het personeelslid dat zijn achttiende maand afwezigheid om gezondheidsredenen ingaat, ongeacht of de achttien maanden opeenvolgen dan wel of ze over vierentwintig opeenvolgende maanden gespreid zijn, door een militair geneesheer laten onderzoeken.

§ 2. De Commandant van de rijkswacht wijst de in paragraaf 1 bedoelde meerderen aan".

Artikel 18.

De woorden "overeenkomstig artikel 17" moeten als overbodig vervallen.

.../...

Zoals bij artikel 14 is gezegd, zijn de leden 3 en 4 van artikel 27 van de wet van 27 december 1973 nog niet in werking.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 18.-

Acht de geraadpleegde geneesheer het onderzochte personeelslid uit een medisch oogpunt ongeschikt, dan geeft hij tevens, met het oog op de eventuele toepassing van artikel 27, eerste en tweede lid, van de wet van 27 december 1973, advies over de duur van die ongeschiktheid.

Besluit dat advies tot een ongeschiktheid die een langere afwezigheid kan meebrengen dan het personeelslid nog zou kunnen genieten, en wettigt die ongeschiktheid definitieve ontheffing van het ambt of van de dienst naar het oordeel van de bevoegde overheden, dan leggen deze het dossier voor aan de militaire commissie inzake geschiktheid en reform".

+

TITEL II.

A. In tegenstelling met hetgeen het opschrift aankondigt, bevat deze titel niet alleen procedurebepalingen.

Kennelijk erop bedacht dat het ontwerp een geheel zou vormen en een systematisch overzicht zou geven van de tuchtstraffen die in de wet van 27 december 1973 enigszins verspreid liggen over een aantal bepalingen, wil de Regering enerzijds die straffen in artikel 24 opsommen volgens een werkwijze waartegen in dit geval geen bezwaar is, met dien verstande dat de Koning de in de wet gestelde straffen niet zou vermogen te wijzigen.

.../...

Gebruik makend van de machtiging die aan de Koning is gegeven in artikel 5, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 8 juni 1978, noemt artikel 24, § 4, van het ontwerp anderzijds de gevallen waarin de ontneming van de hoedanigheid van leerling van een rijkswachtschool kan worden uitgesproken.

Behalve voor zover artikel 24 bepaalt dat een onderzoeksraad moet worden geraadpleegd vooraleer die maatregelen worden getroffen, en onder voorbehoud dat in paragraaf 4 wordt gewerkt met onpersoonlijke formules waarop de hierna gemaakte opmerking C betrekking heeft, bevat het artikel in wezen geen procedurebepalingen en is het dus logischerwijs niet op zijn plaats in de huidige titel II van het ontwerp. Het zou moeten worden ondergebracht in een afzonderlijke titel II : "Ambtsontheffing, ontneming van de hoedanigheid van leerling van een rijkswachtschool en rangverlaging"; de huidige titels II en III worden dan onderscheidenlijk III en IV.

De enige bepaling van artikel 24 van het ontwerp die in de nieuwe titel III zou moeten behouden blijven is de volgende :

"Artikel 24.-

De straffen bepaald in artikel ... kunnen niet worden uitgesproken dan na raadpleging van een onderzoeksraad".

B. Volgens artikel 24, § 1, van het ontwerp kan "de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel" al (2°) dan niet (1°) worden "gevolgd door de oppensioenstelling bij toepassing van artikel 3, A, 1°, van de wetten op de militaire pensioenen". In pensionering als tuchtmaatregel wordt in de para-

.../...

grafen 2 en 3 van hetzelfde artikel ook voorzien in de aldaar genoemde gevallen. Uit het feit dat die pensionering wordt uitgesproken met toepassing van bepaalde voorzieningen van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, lijkt te kunnen worden afgeleid dat zij slechts zal worden uitgesproken als de in die voorzieningen bepaalde voorwaarden vervuld zijn en inzonderheid als de betrokkene de vereiste anciënniteit bezit. Opdat hieromtrent geen misverstand kan bestaan, schrijve men telkens : "pensionering op grond van artikel ... van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen indien de in die bepaling gestelde voorwaarden vervuld zijn".

C. Volgens paragraaf 4 van artikel 24 van het ontwerp kunnen de aldaar bepaalde maatregelen worden genomen "indien geoordeeld wordt" dat de in die bepaling gestelde voorwaarden vervuld zijn. Van zulk een onpersoonlijke formulering moet des te meer worden afgezien, daar zij, als bepaling die bevoegdheid toekent, verwarrend kan werken of op zijn minst een doublure vormt met het bepaalde in het tweede lid van artikel 25 van het ontwerp.

D. Daar een paragraaf uit ten minste een hele volzin moet bestaan, zou het nieuwe artikel als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel ...-

De volgende straffen kunnen worden uitgesproken :

1° Ten opzichte van een lid van het beroepspersoneel dat een strafrechtelijke veroordeling heeft opgelopen, aan wie herhaaldelijk een tuchtstraf is opgelegd of die wegens een ernstig tuchtvergrijp gestraft is :

.../...

a) non-activiteit bij tuchtmaatregel;

b) non-activiteit bij tuchtmaatregel, gevolgd door pensionering op grond van artikel 3, A, 1°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen indien de in die bepaling gestelde voorwaarden vervuld zijn.

2° Ten opzichte van een lid van het beroepspersoneel dat zich schuldig heeft gemaakt aan ernstige feiten die niet overeen te brengen zijn met zijn staat van personeelslid van de rijkswacht :

a) ontslag van ambtswege;

b) pensionering op grond van artikel 3, A, 2°, of van artikel 3, B, a), 1°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen indien de voorwaarden gesteld in de ene of de andere van die bepalingen, al naar het geval, vervuld zijn.

3° Ten opzichte van een lid van het beroepspersoneel dat onbekwaam wordt geacht om enig met zijn graad overeenstemmend ambt uit te oefenen :

a) wanneer het gaat om een onderofficier die benoemd is in een graad boven die van wachtmeester : rangverlaging in een graad die wordt aangeduid;

b) wanneer het gaat om een onderofficier die benoemd is in de graad van wachtmeester :

- ontslag van ambtswege;
- pensionering op grond van artikel 3, B, a), 1°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen indien de in die bepaling gestelde voorwaarden vervuld zijn;

.../...

c) wanneer het gaat om een officier : pensionering op grond van artikel 3, A, 2°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen indien de in die bepaling gestelde voorwaarden vervuld zijn.

4° Volgens het onderzoek dat heeft plaatsgehad overeenkomstig artikel 23 :

a) wanneer de feiten die de oorzaak van de afwezigheid zijn, niet overeen te brengen zijn met de staat van personeelslid van de rijkswacht :

- een van de maatregelen bepaald in paragraaf 2, als het om een lid van het beroepspersoneel gaat;
- ontneming van de hoedanigheid van leerling van een rijkswachtschool;
- gehele of gedeeltelijke omzetting van de periode van afwezigheid in non-activiteit, al dan niet gekoppeld aan een van de andere onder deze letter bepaalde maatregelen;

b) wanneer het gedrag van het betrokken personeelslid gedurende de periode van afwezigheid niet overeen te brengen is met de staat van personeelslid van de rijkswacht :

- een van de maatregelen bepaald in paragraaf 2, als het om een lid van het beroepspersoneel gaat;
- ontneming van de hoedanigheid van leerling van een rijkswachtschool;
- gehele of gedeeltelijke omzetting van de periode van afwezigheid in non-activiteit, al dan niet gekoppeld aan een van de andere onder deze letter bepaalde maatregelen".

.../...

Letter C van paragraaf 4 van het ontwerp is overbodig en moet vervallen.

Naar deze bepalingen wordt verder in het ontwerp verwezen. Die verwijzingen moeten aan de nieuwe nummering en inrichting van het artikel worden aangepast.

+

TITEL III (Titel II van het ontwerp).

Voor het opschrift van hoofdstuk I wordt voorgesteld :

"Procedure voorafgaand aan de procedure inzake ambtsontheffing die wordt ingesteld als een personeelslid afgescheiden is van de rijkswacht".

+

Artikel 20.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 20.-

Wanneer een personeelslid afgescheiden is van de rijkswacht, maakt de hiërarchische meerdere die te zijnen opzichte de bevoegdheid van korpscommandant uitoefent, een verslag op met opgave van de omstandigheden die de oorzaak van de afwezigheid kunnen zijn en van alle gegevens aan de hand waarvan kan worden vastgesteld of die omstandigheden al dan niet aan de betrokkene te wijten zijn.

.../...

Dat verslag wordt langs de hiërarchische weg aan de Minister van Landsverdediging gezonden".

Artikel 21.

De woorden "Onverminderd de eventuele strafvordering" moeten als overbodig vervallen. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 21.-
De Minister van Landsverdediging kan de Commandant van de rijkswacht gelasten alle inlichtingen betreffende de afwezigheid in te winnen en in een verslag op te tekenen".

Artikel 22.

Deze bepaling kan eenvoudiger als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 22.-
De Minister van Landsverdediging beslist of er grond is om de betrokkene in aanmerking te laten komen voor toepassing van artikel 36, eerste lid, van de wet van 27 december 1973".

Artikel 23.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 23.-

Bij het einde van de afwezigheid vergewist de Commandant van de rijkswacht zich of de omstandigheden die de oorzaak van de afwezigheid zijn, al dan niet aan het personeelslid te wijten zijn.

Hij vergewist zich ook of het doen en laten van de betrokkene,dat de oorzaak van de afwezigheid is, en diens gedrag tijdens de afwezigheid, met de staat van personeelslid van de rijkswacht overeen te brengen zijn".

Artikel 24.

Hier moge worden verwezen naar opmerking A, die gemaakt is in verband met titel II.

Artikel 25.

De "uiteenzetting over de klaarblijkelijke onbekwaamheid gelijk welke functie uit te oefenen die aan zijn graad is verbonden", waarvan sprake is in het eerste lid, 2°, verschilt niet van de onder 1° bedoelde "uiteenzetting van de feiten die als grondslag van de voorgestelde maatregelen worden aangevoerd". Derhalve zou deze bepaling eenvoudiger als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 25.-

De zaak wordt voor de onderzoeksraad gebracht door middel van een omstandig verslag dat de voorgestelde maatregel vermeldt en een uiteenzetting bevat van de feiten die deze wettigen; het verslag wordt opgemaakt door de hiërarchische meer-

.../...

dere die ten opzichte van het personeelslid de bevoegdheid van korpscommandant uitoefent, of door de Commandant van de rijkswacht als deze een van de in artikel ..., 4°, bepaalde maatregelen voorstelt".

Artikel 26.

In het eerste lid zijn de woorden "na deze van de kennisgeving" overbodig.

Voorts redigere men het artikel als volgt :

"Artikel 26.-

Van het verslag wordt kennis gegeven aan de betrokkene. Deze dagtekent en ondertekent het onder de vermelding "Gezien". Hij beschikt over acht werkdagen om een verweerschrift in te dienen.

Van iedere opmerking welke de in artikel 25 bedoelde hiërarchische meerdere in verband met dat verweerschrift meent te moeten maken, wordt kennis gegeven aan de betrokkene; deze beschikt ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 27.

Lezing van de tekst maakt niet duidelijk welk onderscheid er is tussen de onder 2° en 3° bedoelde maatregelen. Volgens de gemachtigde officieren zouden met 2° maatregelen die de betrekking raken, met 3° de overige tuchtmaatregelen worden bedoeld. Het is zaak van de Regering te oordelen of haar bedoeling hier dient te worden verduidelijkt.

.../...

In het artikel zou voorts moeten worden gelezen : "... besluit de in artikel 25 bedoelde hiërarchische meerdere :

1° hetzij zijn verslag te handhaven;

...

4° hetzij aan de zaak geen verder gevolg te geven.

Van deze beslissing wordt kennis gegeven aan de betrokkene".

Artikel 28.

In het eerste lid moet worden gelezen : "bedoeld in artikel 27, eerste lid, 1° en 2° ..." en in het derde lid : "bepaald in artikel 26, tweede lid".

De woorden "iedere functionele meerdere" zijn dubbelzinnig.

In de tekst zou nader moeten worden bepaald dat het gaat om de functionele meerdere van degene die het verslag heeft opgemaakt.

Artikel 29.

In paragraaf 1 hebben de woorden "op grond van één van de paragrafen van dit artikel" tot doel te preciseren dat de Commandant van de rijkswacht de reden moet opgeven waarom het personeelslid voor de onderzoeksraad moet verschijnen. Gelet op de inhoud van het aan die raad voorgelegde dossier en dito verslag is die precisering overbodig.

.../...

In paragraaf 2 leze men : "... niet behoeft te worden overwogen, dan zendt hij het dossier met zijn adviezen aan de in artikel 25 bedoelde hiërarchische meerdere met het oog op de toepassing van één van de maatregelen bedoeld in artikel 27, eerste lid, 3° en 4°".

Artikel 30.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat deze bepaling dient te vervallen, aangezien krachtens artikel 24, § 2, van het ontwerp (dat artikel ..., 2°, wordt) een personeelslid voor de onderzoeksraad kan verschijnen ook al heeft hij geen strafrechtelijke veroordeling of tuchtstraf opgelopen.

Artikel 31.

De tweede volzin redigere men als volgt : "De plaatsvervangers worden aangewezen overeenkomstig de bepalingen betreffende de aanwijzing van de voorzitter en de leden van de onderzoeksraad".

Artikel 32.

Het eerste lid van paragraaf 1 kan eenvoudiger als volgt worden geredigeerd :

"De Minister van Landsverdediging wijst ieder jaar voor elk taalstelsel een hoofdofficier aan die de onderzoeksraad zal voorzitten".

.../...

Aan het slot van het tweede lid van paragraaf 1 leze men : "... of althans meer graadanciënniteit heeft dan deze laatste".

In paragraaf 2 leze men : "... voor elke zaak een onder zijn gezag geplaatste hoofdofficier aan als voorzitter van de onderzoeksraad.

Indien geen enkele voorzitter kan worden aangewezen, wijst de chef van de generale staf van de rijkswacht voor elke zaak een onder zijn gezag geplaatste hoofdofficier aan als voorzitter van de onderzoeksraad".

Artikel 33.

In de tekst onder 1° moet worden gelezen : "... - van wie er een bekleed is met de graad van kapitein-commandant of kapitein en een met de graad van luitenant, indien de betrokkene onderofficier is".

In de tekst onder 2° moet worden gelezen : "... ieder met dezelfde graad en dezelfde graadanciënniteit als de betrokkene; indien zo een lid niet kan worden aangewezen, wordt een lid van het beroepspersoneel aangewezen dat dezelfde graad als de betrokkene bekleedt doch meer anciënniteit heeft ...".

Artikel 34.

Daar de wet van 30 juli 1938 hier voor het eerst in het ontwerp wordt aangehaald, moet zij worden vermeld met haar opschrift : "betreffende het gebruik der talen bij het leger".

.../...

In het eerste lid spreekt de Franse tekst van "la langue dans laquelle le membre du personnel en cause s'exprime", terwijl de Nederlandse gewoon zegt "de taal van de betrokkene".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 53.

Er is des te meer reden om beide versies in overeenstemming te brengen, daar de Franse tekst de indruk kan wekken dat er enige vrije keuze wordt gelaten, in tegenstelling met de Nederlandse die impliciet verwijst naar het taalstelsel van de betrokkene.

Op te merken valt dat dezelfde discrepantie niet voorkomt in het derde lid.

Op de eerste regel van het artikel vervange men "te kunnen zetelen" door "zitting te kunnen hebben".

Artikel 35.

Aangezien echtgenoten geen bloed- of aanverwanten in eigenlijke zin zijn, behoort de Regering uit te maken of ze niet met een uitdrukkelijke bepaling uit de onderzoeksraad moeten worden gesloten.

Zo ja, dan redigere men dit artikel als volgt :

"Artikel 35.-

In de onderzoeksraad mogen geen zitting hebben :

...

.../...

3° de echtgenoot en de bloed- en aanverwanten in de rechte lijn van de betrokkene;

4° ...".

Artikel 36.

In het eerste lid moeten de woorden "voor zover deze de vereiste voorwaarden vervullen om in de onderzoeksraad te zetelen" als overbodig vervallen.

Aan het slot van het artikel schrijve men : "... met dezelfde graad als de betrokkene".

Artikel 37.

De tekst kan beter als volgt worden gelezen : "De voorzitter van de onderzoeksraad wijst een secretaris aan die bekleed is met een hogere graad of meer graadanciënniteit heeft dan de betrokkene".

Artikel 38.

In de laatste volzin van paragraaf 1 bepaalt het ontwerp dat de betrokkene een ontvangstbewijs zendt aan de voorzitter van de onderzoeksraad. Daaruit moet worden afgeleid dat ook aan de betrokkene kennis wordt gegeven van de naam van de leden van de raad. Dat wordt in de eerste volzin echter niet gezegd.

.../...

In paragraaf 3 zou beter worden gelezen :

"De voorzitter en de leden van de onderzoeksraad kunnen verschoningsgronden aanvoeren".

Paragraaf 4 kan eenvoudiger en juister als volgt worden geredigeerd :

"De voorzitter oordeelt over de redenen van wraking en verschoning. Gaat het om zijn eigen wraking of verschoning, dan beslist de overheid die hem heeft aangewezen".

Artikel 39.

De identiteit omvat vanzelfsprekend ook de naam.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 50, §1, 3°.

Artikel 40.

Om soortgelijke redenen als opgegeven zijn in verband met artikel 55 van ontwerp L. 13.280/2, is het weren van advocaten en vakbondsafgevaardigden bij de verdediging van een personeelslid van de rijkswacht voor de onderzoeksraad niet overeen te brengen met de algemene beginselen van het recht van verdediging.

Artikel 42.

Men leze : "... wordt de zaak behandeld zonder dat zij aanwezig zijn ...".

.../...

Artikel 43.

Aan het slot van paragraaf 1 kan beter worden gelezen :

"Nadat de ondervraging geëindigd is, mag ook de betrokkene of zijn verdediger, met toestemming van de voorzitter, aan de getuigen vragen stellen".

Paragraaf 2 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. Na de in paragraaf 1 genoemde verrichtingen wordt het woord verleend aan de betrokkene om zijn verdediging voor te dragen of door zijn verdediger te laten voordragen.

Tijdens de zitting mag de betrokkene bovendien aan de voorzitter een verweerschrift overhandigen".

Deze laatste bepaling voorziet niet in de sluiting van de debatten, terwijl artikel 44 deze impliceert aangezien het voorziet in de heropening. Het verdient aanbeveling in het ontwerp zoveel mogelijk de regels van de gerechtelijke procedure te volgen. Voorgesteld wordt artikel 43 met een als volgt luidende paragraaf 3 aan te vullen :

"§ 3. Bij het einde van de debatten verklaart de voorzitter dat deze worden gesloten en neemt hij de zaak in beraad".

Artikel 44.

Deze bepaling zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 44.-

Acht de onderzoeksraad zich niet voldoende voorgelicht, dan beveelt hij de heropening van de debatten".

Artikel 45.

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De onderzoeksraad geeft een met redenen omkleed advies overeenkomstig de artikelen 46 tot 49".

In het derde lid is de bepaling dat de secretaris "niet gemachtigd is om te stemmen" overbodig en dubbelzinnig. Het spreekt vanzelf dat de secretaris niet stemgerechtigd is als hij niet uit de leden van de onderzoeksraad gekozen is. Is hij dat wel, dan heeft de bepaling geen zin. De tweede volzin van het derde lid moet dus vervallen.

Artikelen 46 tot 49.

1) Deze artikelen voorzien in een aantal vragen die door de leden van de onderzoeksraad beantwoord moeten worden. De vragen zijn zo geformuleerd dat het antwoord ja of neen is. Die drang naar vereenvoudiging kan echter tot verwarring leiden, inzonderheid wat de non-activiteit bij tuchtmaatregel betreft.

Een soortgelijke opmerking geldt wat betreft de graad waarin de betrokkene zal worden teruggeplaatst nadat hij in rang zal zijn verlaagd.

.../...

2) Sommige van de in deze artikelen geformuleerde vragen overlappen elkaar; zo wordt bijvoorbeeld enerzijds advies gevraagd "over de opportuniteit de op non-activiteit-stelling bij tuchtmaatregel uit te spreken" (artikel 46, § 1) en anderzijds een antwoord op de vraag "moet de betrokkene op non-activiteit bij tuchtmaatregel worden gesteld ?" (artikel 46, § 2, 2°). Iets dergelijks komt ook voor in de artikelen 47, 48 en 49.

3) Aan het slot van paragraaf 1 van artikel 47 leze men : "voor zover dat bestaan niet reeds aangetoond is door een strafrechtelijke veroordeling of een tuchtstraf waartegen geen gewone rechtsmiddelen meer openstaan".

4) Deze bepalingen zouden moeten worden herzien. Die gelegenheid zou te baat moeten worden genomen om de verschillende gevallen waarin een personeelslid voor de onderzoeksraad kan worden gebracht, eenvoudiger te formuleren onder verwijzing naar de bepaling waarin de tuchtmaatregelen zijn genoemd.

Voorts is de wending "met voorstel één van de ... toe te passen" niet zeer geslaagd te noemen. Het verdient aanbeveling te schrijven : "In het geval bepaald in artikel ... spreekt de onderzoeksraad zich uit ...".

Artikel 50.

De tweede volzin van paragraaf 2 lijkt in de praktijk geen nut te hebben als de betrokkene geen laatste verweerschrift aan de Minister kan doen toekomen. In die mogelijkheid zou moeten worden voorzien wil men hem in de gelegenheid stellen zijn opmerkingen aan de Minister voor te leggen.

.../...

Artikel 51.

Deze bepaling is niet op haar plaats in afdeling 2 "De onderzoeksraad". Ze kan beter ondergebracht worden in afdeling 3 (in werkelijkheid onderafdeling 3 : zie verder).

Afdeling 3.

Op artikel 55 na hebben de algemene bepalingen die onder deze afdeling voorkomen, kennelijk eveneens betrekking op de onderzoeksraad waarover afdeling 2 handelt. Aangenomen mag worden dat het hier eigenlijk om onderafdeling 3 van afdeling 2, en niet om een afdeling 3 gaat.

Artikel 52.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 52.-
Iedere mededeling en afgifte van stukken geschiedt door bemiddeling van de hiërarchische meerderen, behalve in de loop van de zitting van de onderzoeksraad".

Artikel 53.

Naar aan de Raad van State is verklaard, doelt dit artikel alleen op de verslagen die met betrekking tot de zaak worden opgemaakt en de stukken die de vorm betreffen, met uitsluiting van de stukken die op de zaak zelve betrekking hebben, zoals de processen-verbaal van de verklaringen van getuigen of de stukken die door Belgische of buitenlandse overheden zijn opgemaakt.

.../...

Die bedoeling van de Regering zou beter worden weergegeven met de volgende tekst :

"Artikel 53.-

Alle stukken betreffende de procedure voor de onderzoeksraad worden opgesteld in de taal die de betrokkene gebruikt".

Dit tekstvoorstel wordt gedaan onder voorbehoud van de opmerking die in dit verband is gemaakt bij artikel 34, eerste lid.

Artikel 54.

De laatste volzin van dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Het proces-verbaal vermeldt die voorvallen".

Artikel 55.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat deze bepaling, die niet op de procedure betrekking heeft, vooraan in Titel III (die Titel IV wordt) zou moeten komen.

Het artikel kan overigens beter en juister als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 55.-

De Commandant van de rijkswacht wijst de meerderen aan die bedoeld zijn in artikel 25, tweede lid, in artikel 32, § 2, en in artikel 36".

.../...

TITEL III.

Voor de bepaling die in deze titel dient te worden ingevoegd moge worden verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij de artikelen 5 en 7.

Artikel 56.

Luidens artikel 1, § 2, van de wet van 27 december 1973 leggen de leden van de rijkswacht de eed af alvorens in functie te treden.

Volgens de gemachtigde officier kan het gebeuren dat leerlingen worden aangewezen om bepaalde ambten tijdelijk uit te oefenen.

Artikel 56 van het ontwerp zou erop gericht zijn die leerlingen vooraf de eed te doen afleggen.

Die handelwijze is in genen dele voorzien in de wet betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht.

Het komt de Koning niet toe te beslissen dat taken die door de rijkswacht moeten worden vervuld, kunnen worden uitgeoefend door personeelsleden die nog niet in functie getreden zijn en, des te minder, aan de Commandant van de rijkswacht de bevoegdheid op te dragen om een vermoeden te scheppen dat die personeelsleden in functie zijn getreden, al was het maar voor het uitoefenen van beperkte en tijdelijke opdrachten.

.../...

Artikel 57.

Voor de inleidende volzin van dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Het opschrift van het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering der beroepsofficieren wordt door het volgende opschrift vervangen :".

Artikel 58.

Dit artikel moet vervallen daar het koninklijk besluit van 11 augustus 1953 zonder meer opgeheven wordt door het ontwerp-besluit waarover advies L. 13.280/2 is gegeven.

Artikel 59.

Gelet op de opmerkingen die in verband met de aanhef zijn gemaakt, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 59.-

Op het personeel van de rijkswacht zijn niet meer van toepassing :

1° het reglement betreffende de verloven van de officieren en gelijkgestelden, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 22 maart 1921, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 april 1959;

2° het koninklijk besluit van 7 april 1959 ... (zoals in het ontwerp) ..., 24 juni 1977 en 29 november 1977;

.../...

3° het koninklijk besluit ... (zoals in het ontwerp) ...;

4° de artikelen 1, 2 en 14 tot 23 van het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht".

Artikel 60.

In het eerste lid dient te worden gelezen :

"Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1979".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	P. TAPIE,	président de chambre, kamervoorzitter,
	H. ROUSSEAU, Ch. HUBERLANT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,
	L. MATRAY,	bijzitters van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	J. TRUYENS,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J.-C. GEUS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-C. GEUS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.